

# LA PAIX, MAIS PAS À TOUT PRIX

A tort, il incarne, aux yeux de la postérité, le pacifisme à outrance. Pourtant Jaurès ne croit pas que la France puisse se passer d'armée. Mais, pour lui, celle-ci n'est pas un instrument de conquête ou d'oppression. Elle est « *le peuple organisé pour la défense du sol* ».

Par Jean-François Chanet

Jaurès « *est mort au champ d'honneur* » : telle est l'opinion de Gustave Hervé, pacifiste rallié à l'Union sacrée, le 1<sup>er</sup> août 1914. Qu'il ait été assassiné la veille de la mobilisation générale devait avoir, pour sa mémoire comme pour l'histoire du socialisme, deux conséquences : il apparaît comme un martyr, victime du fanatisme autant que héros du socialisme ; sa mort est causée par la guerre, ce qui rend sa postérité inséparable de l'idée de paix, qui n'avait cessé d'être au cœur de l'action socialiste telle qu'il la concevait.

Aussi, rien de plus ambivalent à compter de ce jour que sa disponibilité comme symbole. « *Mort, il est plus vivant que jamais* », écrivait encore Gustave Hervé au soir du 31 juillet. Mais pour quels enrôlements posthumes ? Mobilisable pour justifier le ralliement à l'effort de guerre, comme dans le discours du syndicaliste Léon Jouhaux à ses obsèques le 4 août (cf. *Jacqueline Lalouette, p. 60*), il peut l'être aujourd'hui pour justifier la réintégration des mutins dans notre mémoire nationale. Dans sa déclaration du 10 novembre 2013, Jean-Luc Mélenchon n'a-t-il pas prétendu voir en lui « *en quelque sorte le premier fusillé pour l'exemple* » ? Comme si l'enseignement suprême de Jaurès était dans la révolte contre l'ordre existant plutôt que dans la lucidité sur les moyens de changer le monde.

Force est pourtant d'admettre que la guerre a toujours été, à ses yeux, un danger à combattre en s'y préparant. Si son pacifisme a pu être résumé par la formule « *guerre à la guerre* », il n'a jamais signifié le refus de toute préparation militaire des citoyens, bien au contraire, car nul ne s'est montré plus conscient du besoin que pourrait avoir un jour la nation d'assurer sa propre défense<sup>1</sup>.

Pour le comprendre, il faut garder à l'esprit que, dans sa génération, la guerre, c'est d'abord la guerre franco-allemande, celle de 1870-1871 – la bataille de Sedan a eu lieu la veille de son onzième anni-



L'AUTEUR  
Professeur à Sciences Po Paris et vice-président de la Société d'études jaurésiennes, Jean-François Chanet a notamment publié avec Maurice Agulhon *Cœuvres de Jean Jaurès. T. VIII, Défense républicaine et participation ministérielle* (Fayard, 2013).

versaire –, et la menace d'une guerre de revanche que son issue a créée. Bien plus que le souvenir de la guerre, c'est le risque que celle-ci puisse opposer demain les mêmes adversaires qu'hier qui justifie son attention pour elle, au point de le conduire à s'en faire l'historien. Jaurès a en effet pris en charge la partie sur « *La guerre franco-allemande* » de *l'Histoire socialiste de la France* dont l'éditeur Jules Rouff lui avait confié la direction en 1898, laissant la Commune de Paris à Louis Dubreuilh – alors que cet événement-là importait beaucoup plus aux socialistes.

## LA MENACE D'UN NOUVEAU CONFLIT

Ce volume a paru en 1908, c'est-à-dire après que la crise marocaine de 1905<sup>2</sup> a fait prendre au sérieux la menace d'un nouveau conflit franco-allemand. Pour Jaurès, la cause principale de la guerre de 1870 est l'opposition de la France à l'achèvement de l'unité allemande. Laisser se constituer « *la formidable puissance de l'Allemagne* », c'était en effet « *renoncer sinon à toute sécurité, du moins à l'instinct de suprématie* », ce qu'il commente ainsi : « *Ah ! qu'il était difficile à la France de devenir une égale entre des nations égales ! Qu'il lui était malaisé de renoncer à être la grande nation pour n'être plus qu'une grande nation !* »

On aura reconnu le langage équivoque du temps où Bonaparte pouvait encore apparaître comme le défenseur de la « *Grande Révolution* » d'où la « *grande nation* » était sortie conquérante. Pour Jaurès, comme pour tous les républicains de son temps, il est impossible de concevoir la défense nationale indépendamment d'une idée de la nation qui s'enracine dans la Révolution française. L'entreprise éditoriale de *l'Histoire socialiste de la France* a d'ailleurs commencé pour lui par la rédaction des premiers volumes, précisément consacrés à la Révolution, publiés de 1901 à 1903.

Il y accorde une grande attention à la déclaration de guerre de la France à l'Autriche en 1792.





## Contre la loi des trois ans

Le 25 mai 1913, au Pré-Saint-Gervais, près de Paris, lors de la manifestation contre la loi prolongeant le service militaire. Jaurès n'avait rien d'un antipatriote. Il proposait, dans *L'Armée nouvelle* une loi alternative pour démocratiser l'appareil militaire.

Deux idées-forces se dégagent de ces pages : vouloir se lancer dans la guerre pour faire subir à la Révolution l'épreuve du feu, donc avant tout pour des raisons de politique intérieure, sous le prétexte de la croisade libératrice des peuples, c'était risquer de faire le jeu de la Contre-Révolution ; « il fallait à ce moment un parti de l'action qui ne fût pas un parti de la guerre ». Mais le principal opposant, Robespierre, n'a pas su le créer et la guerre est restée « la seule issue ».

On ne pouvait être plus clair sur ce qu'avait eu d'équivoque le principe même de cette grande bifurcation de 1792, point de départ de la relation établie entre le sort de la Révolution et la fortune des armes, entre le patriotisme et la gloire militaire. Mais dans cette France révolutionnaire, écrit-il, il y avait « une telle force de passion, un orgueil si véhément de la liberté » que « la ferveur et le rayonnement de l'enthousiasme lui cachaient le péril ».

La guerre de 1870-1871, elle, a mis fin à l'illusion d'invincibilité que la légende napoléonienne avait entretenue, d'autant plus cruellement que la France n'a pas été battue cette fois par la coalition de plusieurs puissances européennes mais par une seule, à laquelle sa victoire a permis d'achever son unification. L'illusion restait si forte cependant qu'un grand effort avait été fait pour convaincre les Français qu'ils avaient été glorieux jusque dans la défaite et pour qu'ils se crussent désormais tenus de garder ce qu'Henry Contamine appelait justement la « citadelle sentimentale » de la Revanche<sup>3</sup>.



## Une affaire de famille

Une large partie de sa famille a embrassé la carrière militaire. Un de ses grands-cousins, qu'il considérait comme son oncle, a même été ministre de la Marine. Ici, son frère Louis, vice-amiral en 1917.



VILLE DE CASTRES, CENTRE NATIONAL ET MUSÉE JEAN JAURÈS



## LA REVANCHE A POUR EFFET DÉTESTABLE D'ENTREtenir LA HAINE ENTRE DEUX PEUPLES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DANS L'IDÉE QUE LA RÉCONCILIATION EST INCONCEVABLE

Cette idée de la Revanche, Jaurès l'a combattue sans relâche. Elle était à ses yeux incompatible avec l'internationalisme socialiste. A la mort en août 1900 de Wilhelm Liebknecht, un des fondateurs de la social-démocratie allemande, il rappelle que celui-ci, comme son camarade August Bebel, avait été condamné à une peine de deux ans de forteresse pour s'être déclaré en 1871 solidaire de ses « frères de Paris », les communards, et aussi qu'il avait été conquis par des nationalistes lors de sa venue au congrès de Lille du Parti ouvrier français, en 1896<sup>1</sup>.

L'idée de la Revanche n'avait pas seulement pour effet détestable d'entretenir la défiance, voire la haine, entre les deux peuples. Son principal inconvénient était d'imposer à la politique étrangère française ce qu'on nommerait aujourd'hui un horizon d'attente où l'éventualité d'une réconciliation était inconcevable. Dans le même esprit, la logique de l'alliance avec l'Empire russe a trouvé en Jaurès l'un de ses critiques les plus constants.

Dès lors qu'il est devenu « le maître de la Chambre » – c'est Theodor Herzl qui le désigne

### DU CÔTÉ DES SOCIALISTES ALLEMANDS



**Divisés** Congrès de la II<sup>e</sup> Internationale à Amsterdam en 1904. Au deuxième rang, au centre, de gauche à droite : Rosa Luxemburg, Victor Adler, Karl Kautsky.

L'Internationale socialiste était divisée sur l'appréciation des risques de guerre et les moyens d'y faire face. Rosa Luxemburg dénonçait les illusions pacifistes de ses camarades. D'autres, comme le Néerlandais Willem Vliegen ou l'Allemand Karl Kautsky, estimaient que le capitalisme en était arrivé à un stade de son développement où les trusts et les cartels étaient intéressés au maintien de la paix, de même que les gouvernements, qui pouvaient craindre que de la guerre ne surgisse la révolution. C'est ce que confirmait se-

lon eux l'issue des deux crises marocaines. Ce point de vue était partagé par Hugo Haase et par Jean Jaurès, qu'inquiétait cependant le risque d'extension de la guerre à partir des Balkans. A l'annonce de l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, les socialistes allemands ne redoutent pas une guerre générale. Après l'ultimatum autrichien du 23 juillet 1914, le fondateur du Parti social-démocrate d'Autriche, Victor Adler, est l'un des rares à comprendre qu'on va vers la guerre et que l'Internationale ne réussira pas à l'empêcher.

J.-F. C.

#### Notes

1. Jaurès et la défense nationale, actes du colloque de Paris, 22-23 octobre 1991, Cahiers Jaurès n° 3, 1993.
2. Afin de prévenir la mainmise française sur le Maroc, le 31 mars 1905, l'empereur allemand Guillaume II accoste à Tanger et y prononce un discours menaçant.
3. H. Contamine, *La Revanche, 1871-1914*, Berger-Levrault, 1957, p. 22.
4. Œuvres de Jean Jaurès. T. VIII, *Défense républicaine et participation ministérielle*, M. Agulhon et J.-F. Chanet (dir.), Fayard, 2013, p. 324.
5. M. Rebérioux, postface à Jean Jaurès, *La Guerre franco-allemande 1870-1871* [1908], Flammarion, 1971, pp. 302-303.



## À SAVOIR

## A-T-IL FAIT LE JEU DE BERLIN ?



Jean Jaurès eut une très vive controverse avec l'intellectuel Charles Andler à propos du nationalisme allemand. Normalien, comme Jaurès, professeur de littérature allemande à la Sorbonne, socialiste, Charles Andler publie en 1912 dans la revue *L'Action nationale* une étude intitulée « Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine ». Il y évoque une dérive au sein de la social-démocratie allemande qui lui paraît dangereuse pour la paix. *L'Humanité* de Jaurès maintient au contraire l'idée d'une convergence pacifiste entre socialistes des deux côtés du Rhin. Jusqu'à l'automne 1913, sur fond de débat autour de la loi « des trois ans », les deux camps, issus l'un et l'autre du dreyfusisme, s'affrontent avec violence, à la fois sur l'administration de la preuve – il s'agit d'une controverse entre des universitaires – et les objectifs politiques poursuivis – Jaurès est accusé d'aveuglement sur l'évolution des socialistes allemands. En témoigne la caricature ci-dessus, qui le montre soumis à Guillaume II.

ainsi dans un article de 1895 –, loin de limiter son champ d'action à la question sociale, puis à l'affaire Dreyfus et à la défense républicaine, ou encore à la réalisation de l'unité socialiste, Jaurès se montre un observateur vigilant des tensions internationales, prompt à alerter sur les risques qu'elles font courir à la paix.

Son pacifisme ne va pas, toutefois, jusqu'au silence sur ce qu'on appellera par la suite les « crimes contre l'humanité ». C'est ainsi qu'il dénonce à la Chambre, le 3 novembre 1896, la passivité du gouvernement devant les massacres d'Arméniens

dans l'Empire ottoman : « Quoi, devant tout ce sang versé, [...] pas une parole n'est sortie de vos consciences et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l'extermination complète [...] » La paix désirable n'est pas celle qui s'accommode de tels crimes ; elle doit naître des efforts du « patriotisme européen » – dépassement à caractère universaliste du patriotisme national – pour assurer par tout la défense des droits de l'homme.

Comme le soulignait l'historienne Madeleine Rebérioux, « quoique radicalement hostile à l'idée d'une hiérarchie des cultures, la pensée de Jaurès mêle encore l'universalisme et l'eurocentrisme »<sup>5</sup>. Il faut attendre la seconde crise marocaine<sup>6</sup> pour le voir écrire dans *L'Humanité*, en avril 1912, à propos des Marocains : « Et c'est nous qui allons leur dire : de quel droit vous êtes-vous révoltés contre l'étranger, votre maître ? »

## DÉFENDRE LE TERRITOIRE

Cette prise de distance avec le discours républicain dominant a été précédée par une réflexion sur l'organisation militaire qui a eu tendance à dissocier la défense nationale et la question coloniale. L'empire, en effet, ne se situe pas au premier rang des préoccupations de l'auteur de *L'Armée nouvelle*, proposition de loi de 1910 éditée en volume l'année suivante et qui vise avant tout à assurer la défense du territoire métropolitain.

Il s'agit là, on le sait, d'une des œuvres maîtresses de Jaurès, ce qui peut sembler paradoxal, comme le relève Jean-Jacques Becker dans son introduction à sa récente réédition<sup>7</sup>, pour un homme considéré comme un apôtre de la paix.

Les idées de Jaurès sur la défense nationale ne sont certes pas de celles qui parlent le plus aisément aux lecteurs d'aujourd'hui. Il y a à cela plusieurs explications. Le livre témoigne d'abord de la place qu'occupait alors dans les esprits la préparation à l'éventualité d'une guerre entre les deux coalitions qui s'étaient mises en place en Europe depuis 1871. Face à la Triple Alliance conclue en 1882 par l'Empire allemand, l'Empire austro-hongrois et le royaume d'Italie s'était constituée en trois étapes la Triple Entente entre la France, la Russie et le Royaume-Uni.

En second lieu, la proposition de loi se place entre deux lois militaires, celles de 1905 et de 1913, d'où est sortie l'armée qui a fait la guerre de 14-18. La loi du 21 mars 1905 a été adoptée avec les voix des députés socialistes. Celle-ci, en effet, universalisait le service militaire actif, réduit à deux ans, et illustrait la force de l'idée d'une armée « instrument de citoyenneté avant même d'être un instrument de guerre »<sup>8</sup>. En revanche, la loi du 7 août 1913, dite « loi des trois ans », a profondément divisé le pays et Jaurès a mobilisé la gauche pour la combattre. Que prévoyait-elle, pour l'essentiel ? Non seulement un service actif ramené à trois ans, mais une durée globale des obligations militaires portée à vingt-huit ans.

## Notes

6. Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, l'Allemagne a dirigé la canonnière *Panther* vers Agadir pour s'opposer à nouveau à la mainmise française sur le Maroc.
7. *Œuvres de Jean Jaurès*, T. XIII, *L'Armée nouvelle*, J.-J. Becker (dir.), Payard, 2012. Voir aussi *Cahiers Jaurès*, « Lire *L'Armée nouvelle* », n° 207-208, janvier-juin 2013.
8. A. Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard, « Folio Histoire », 2009, pp. 308-309.



## DANS LE TEXTE

## BRISER LES FOUDRES DE LA GUERRE

« Nous avons été reçus dans cette église au son des cloches qui me parut, tout à l'heure, comme un appel à la réconciliation générale. Il me rappela l'inscription que Schiller avait gravée sur sa cloche symbolique : *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango!* *Vivos voco* : j'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon. *Mortuos plango* : je pleure les morts innombrables couchés là-bas, vers l'Orient, et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords. *Fulgura frango* : je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées. »

Jean Jaurès, dans la cathédrale de Bâle, le 25 novembre 1912.

## DANS LE TEXTE

## ACCROÎTRE LA PUISSANCE DÉFENSIVE

« Notre projet, messieurs, est d'accroître la puissance défensive de la France. Plus nous voulons qu'elle porte haut son idéal, son action sociale et humaine, plus nous voulons qu'elle puisse mettre toute sa force au service de cet idéal en pleine sécurité et en pleine indépendance [...]. Nous qui voulons précisément que la France ait dans le monde une grande mission historique et morale, nous qui, maintenant l'affirmation du droit, voulons répudier à jamais toute politique d'aventure et de revanche, nous qui voulons [...] la force partout présente de la démocratie et de la liberté, [...] nous voulons que nul ne puisse imputer cette offre magnanime de paix à la débilité peureuse d'un peuple mal assuré de lui-même. »

Jean Jaurès, discours à la Chambre, 17 juin 1913.

## De Berlin à Bâle

Jean Jaurès, à Berlin, en novembre 1912, en pleine crise des Balkans. Il se rendra ensuite à Bâle, au Congrès extraordinaire qu'il a imposé aux socialistes allemands afin de lutter contre la guerre.



Par rapport à ce système, où était la nouveauté de l'armée telle que Jaurès la concevait ? La durée totale des obligations militaires devait être selon lui de vingt-cinq ans, ce qui ne faisait pas une différence considérable. Le recrutement devait être régional, mais c'était déjà très largement le cas.

La vraie rupture avec la tradition militaire vient de deux propositions : la réduction à six mois du service actif, avec en compensation l'institutionnalisation d'une « éducation préparatoire des enfants et adolescents » et de huit périodes d'exercices et de manœuvres durant les treize années de service dans la réserve ; l'établissement d'une proportion de deux tiers d'officiers civils dans les cadres de cette armée.

Ces propositions n'ont pas été retenues. Mais elles témoignent de ce que le pacifisme de Jaurès était compatible avec l'idée que chaque citoyen a des devoirs militaires. Certes, pour lui, « l'éducation vraiment nationale et constante de l'armée dans le pays est nécessairement en raison inverse de l'importance donnée au régime de caserne ». L'affaire Dreyfus a achevé de le convaincre de la nocivité de ce régime. Cela ne signifiait pas qu'il crût que les prolétaires n'avaient pas de patrie. Il avait déjà réfuté la formule de Marx dans une série d'articles de *La Petite République* en décembre 1901. Et l'on n'oubliera pas que le célèbre discours du Pré-Saint-Gervais contre la loi des trois ans a été prononcé le 25 mai 1913, à l'occasion de la commémoration de la Commune.

Reste une autre interrogation. La menace s'accroissant, se précisant après l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914, comment a-t-il agi, qu'a-t-il tenté pour la conjurer ? A Vaise, dans la banlieue de Lyon, le 25 juillet 1914, il en appelle, « avec une sorte de désespoir », au rassemblement de toutes les forces prolétariennes, dernière « chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation ».

Dans ce but, il a déjà demandé la réunion immédiate du Bureau socialiste international (BSI). Elle a lieu à Bruxelles les 29 et 30 juillet 1914. Dans *La Dépêche* de Toulouse, le 30, il réaffirme « la commune volonté de paix du prolétariat européen », ce qui ne signifie pas qu'il s'illusionne, autant que le lui reproche un Péguy, sur la capacité de résistance des sociaux-démocrates allemands à l'entraînement dans la guerre. Il ne lui échappe pas que le BSI se contente de publier un manifeste.

Revenu à Paris, le 30 juillet après-midi, il apprend la mobilisation russe, réunit le groupe socialiste à la Chambre et est reçu, à la tête d'une délégation socialiste, par le président du



Conseil, son ancien camarade René Viviani. Le résultat se lit dans le titre de son article du lendemain, « Sang-froid nécessaire », où il invite les militants socialistes de la Seine à venir, le 2 août, à la salle Wagram « où sera définie l'action que l'Internationale attend de nous ».

On aurait tort de croire qu'il se borne aux imprécations et aux incantations. Le 31 juillet, il multiplie les démarches et regrette d'avoir trop fait confiance au gouvernement. L'un des enjeux de l'heure est l'utilisation du « carnet B », où sont enregistrés au ministère de l'Intérieur les noms des militants politiques et syndicaux à arrêter préventivement en cas de mouvement social contre la mobilisation. Mais Jaurès n'a pas été informé à ce sujet par Viviani. Ce sur quoi il a l'intention d'attaquer le gouvernement, c'est sur sa complaisance à l'égard de la Russie, alors qu'il serait temps encore de lui faire accepter, ainsi qu'à l'Allemagne, la médiation proposée par le Royaume-Uni. Son assassin, Raoul Villain, ne lui en laissera pas le temps. Sans aucun doute, dans cette crise de l'été 1914, Jaurès est allé au bout de ses efforts pour empêcher la guerre, au risque – consciemment assumé – d'exposer sa vie, compte tenu de la violence des attaques portées contre lui depuis plusieurs années.

#### LE PREMIER MORT DE LA GUERRE

Conscient de ce qu'il désignait dans *L'Armée nouvelle* comme un « accroissement formidable de la puissance de feu », donc du coût prévisible d'une guerre générale, il avait d'abord attribué ce risque à la compétition que généralisait le capitalisme moderne. On se souvient de sa formule dans un discours de 1895 à la Chambre : « *Toujours votre société violente et chaotique [...] porte en elle la guerre, comme une nuée dormante porte l'orage.* » Au début du *xx<sup>e</sup>* siècle, il veut croire qu'en raison de l'imbrication des intérêts dans les sociétés industrialisées, aux yeux des dirigeants économiques aussi bien que politiques, un conflit généralisé aurait plus d'inconvénients que d'avantages.

Il atteint, sur la question de la guerre, un équilibre que nos contemporains ont parfois un peu de mal à comprendre : la nation française est l'objet d'un attachement raisonné mais profond ; elle doit être prête à se défendre et les citoyens, tous les hommes valides, doivent se persuader que sa défense est leur affaire. Cette conception, essentiellement défensive, porte la marque d'un temps où, en France, la guerre à laquelle on s'attend et on se prépare est la guerre franco-allemande et où n'a pas encore pénétré dans la conscience collective la notion des horreurs de la guerre moderne.

Son assassinat a fait apparaître Jean Jaurès comme le premier mort de la guerre. Cela ne doit pas conduire à se méprendre sur son pacifisme. Il a écrit *L'Armée nouvelle* parce qu'il considérait comme prioritaire, même pour la future organisation socialiste de la France, la préparation de la défense nationale. ■

## 2014, ANNÉE JAURÈS



La **Fondation Jean-Jaurès** met en œuvre partout en France et tout au long de l'année 2014 de nombreuses initiatives pour commémorer le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès.



■ Une **exposition** avec les **Archives nationales** qui, du 5 mars au 2 juin, présente, avec de nombreux documents et des objets rares ou inédits, les étapes de la vie du tribun

■ Un **film documentaire** *Jean Jaurès vu d'ici*, écrit et réalisé par **Jean-Noël Jeanneney** et **Bernard George**, diffusé en juin sur **Arte**

■ Un **site Internet** dédié et une forte mobilisation sur les réseaux sociaux contribueront à associer un large public aux différentes initiatives

@ [jaures2014.org](http://jaures2014.org)

■ Mais aussi des **conférences**, **spectacles vivants** et des **manifestations** dans toute la France

Reconnue d'utilité publique dès sa création, en 1992, par Pierre Mauroy, la **Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation, elle est fidèle depuis vingt ans aux valeurs du socialisme démocratique que Jaurès a défendues, et a choisi de se saisir de 2014 pour mettre en lumière tout ce que cette grande figure du socialisme, de la paix et de la liberté a encore à nous dire.

Contact : @[jean-jaures.org](http://jean-jaures.org)